Sur l’accord entre LFI et une fraction du NPA en Nouvelle-Aquitaine : un accord de subordination au réformisme

Contribution au bulletin d'après CPN du NPA

Un accord négocié par une fraction en dehors des cadres du NPA et qui semble pourtant engager financièrement le parti

Une partie des membres de la PU de Nouvelle-Aquitaine, dont Philippe Poutou et Manon Labaye, ont négocié un accord pour les régionales avec LFI et quelques collectifs en dehors de tout cadre du NPA. Elle a refusé que la décision soit prise à la majorité des militant-e-s de la région, règle démocratique élémentaire dans un parti. Malgré le désaccord, le CPN n’a pas été appelé à se prononcer, parce que la PU y est minoritaire. Cette façon de procéder viole les statuts du parti qui disent : « *L’utilisation du sigle NPA dans les élections suppose que le candidat s’engage à respecter les exigences ci-dessus. Les candidatures seront validées par les instances de base de la circonscription concernée. En cas de désaccord, le CPN tranche souverainement* ». La PU qui ne cesse de pointer du doigt et de menacer les fractions de gauche du parti sous prétexte de respect du cadre collectif, ferait bien de commencer par le respecter elle-même. En réalité, cette démagogie anti-fractions a pour fonction de dissimuler le fond politique des débats qui porte sur la délimitation par rapport au réformisme.

En outre, l’accord électoral engage *« les militant-e-s NPA »* à financer la campagne à hauteur de 57.500 à 69.000 €. La PU compte-t-elle utiliser sa majorité de travail au CE pour financer avec l’argent du NPA une campagne qui n’a été validée dans aucune instance compétente du NPA ? Ou bien un autre mode de financement est-il prévu ? Ces questions exigent des réponses.

Une liste sur le programme de LFI et la possibilité d’une fusion avec EELV au 2ème tour

Sur le fond, cet accord est une subordination à la politique à peine réformiste de LFI. L’accord est axé sur la rupture avec *« le système »* Rousset (président PS de la Région) et ses *« politiques libérales et d’austérité »*.

Il défend un remaniement cosmétique des institutions, avec « *la possibilité de révocation des élus* [sans préciser à quelles conditions], *le RIC régional, pour une démocratie locale et directe, et (…) contre la métropolisation* ». C'est le programme de LFI, contraire au programme révolutionnaire, qui met en son centre la nécessité de la rupture avec les institutions bourgeoises pour amélioration significative de la situation de notre classe.

L'accord ne prend même pas le moindre engagement sur une mesure précise réellement favorable aux exploité-e-s et aux opprimé-e-s, se bornant sur tous les sujets à des généralités creuses.

Ainsi, il parle de soutenir la *« bataille contre les licenciements et pour les créations d'emploi »*. Quelle radicalité ! Mais, dans un capitalisme en crise, il n'est possible d'empêcher les licenciements qu'en s'attaquant à la propriété privée, en exigeant l'ouverture des livres de compte, et l'expropriation sous contrôle des travailleur/ses de toute entreprise qui ferme ou licencie.

L'accord ne prévoit pas le recrutement massif de fonctionnaires territoriaux pour répondre aux besoins et réduire le chômage, ni la titularisation immédiate de tou-te-s précaires, ni l'augmentation des salaires de 300 euros pour tou-te-s : ces mesures élémentaires conduiraient déjà au-delà des limites du capitalisme en crise.

Alors que le gouvernement Macron engage la privatisation des lignes ferroviaires régionales, l'accord ne prend même pas l'engagement à maintenir les lignes à la SNCF et les agents au statut.

De même, rien sur la construction ou la rénovation de lycées, alors que les lycéen-ne-s et les personnels travaillent souvent dans des locaux vétustes ou exigus.

Aucun engagement à investir pour lutter contre la Covid-19, même pas la distribution de masques chirurgicaux gratuits à toute la population ou l'achat de purificateurs d'air pour réduire les risques de contamination dans les espaces intérieurs (cantines scolaires, …).

Concernant le féminisme et l'antiracisme, l'accord se borne à parler de relayer les luttes féministes et anti-racistes, sans préciser sur quelle orientation.

En toute logique, la liste se dit prête à « *diriger la région en appliquant nos propositions* ». Bref, un programme commun, comme celui du PS et du PCF dans les années 1970, mais au rabais ! Cela prend une signification particulière car, l'accord, tout en excluant une fusion avec le PS au 2e tour, pose (avec quelques précautions oratoires) le cadre pour une fusion avec EELV, parti bourgeois, en accord global avec les politiques libérales.

Au-delà des Régionales, un débat réforme/révolution

Cette orientation est l'expression particulière d'une politique de subordination au réformisme que la direction du Secrétariat Unifié, organisation internationale de la PU, a déjà menée dans bien d'autres pays, avec des résultats calamiteux pour le prolétariat, notamment au Brésil avec la participation au premier gouvernement Lula en 2003, puis sous diverses formes en Italie, Grèce, Espagne, Portugal, etc.

Il est essentiel que les militant-e-s du parti se mobilisent pour empêcher une telle orientation politique et donc pour un NPA révolutionnaire, clairement délimité du réformisme.

Tendance CLAIRE, le 15 avril 2021